

Arrêté n° 2023 – 007 - MQ

ARRÊTE COMPLEMENTAIRE

**MODIFIANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 SEPTEMBRE 2007 PORTANT
MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UNE CARRIERE**

Société : SAS S.N.E.H. MATERIAUX

Commune de MUNEVILLE-LE-BINGARD ET LA FEUILLIE

LE PRÉFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le Code Minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 autorisant la SAS S.N.E.H. Matériaux à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès sur le territoire des communes de Muneville-le-Bingard et La Feuillie au lieu-dit « Les Carrières Rouges » ;
- VU** la demande en date du 25 novembre 2022 et complétée les 21 et 23 décembre 2022 présentée par la SAS S.N.E.H. Matériaux, représentée par le directeur matériaux, à l'effet d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de sa carrière située sur le territoire des communes de Muneville-le-Bingard et La Feuillie ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 2 janvier 2023 ;
- VU** le courrier du 3 janvier 2023 adressé à la SAS S.N.E.H. Matériaux pour observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU les observations en date du 3 janvier 2023 par la société GRANULATS DE BASSE-NORMANDIE ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- la demande de travail de nuit portant sur l'extraction, le transport et le traitement primaire, secondaire et tertiaire des matériaux n'entraîne pas de modification notable des conditions techniques d'exploitation de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 19 septembre 2007 susvisé ;
- la demande de travail de nuit est limitée à la période hivernale de janvier à mars puis de novembre à décembre 2023 ;
- le pétitionnaire s'engage à respecter l'absence d'impact de la production de nuit sur la faune et à le justifier en faisant réaliser des mesures d'écoulements nocturnes ainsi qu'un suivi écologique du site dès le premier mois de travail de nuit ;
- les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement sont préservés et les dangers et inconvénients inhérents au projet peuvent être prévenus par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé complétées par celles du présent arrêté ;
- les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 susvisé autorisant la société SAS S.N.E.H. Matériaux à exploiter une carrière à ciel ouvert de grès sur le territoire des communes de Muneville-le-Bingard et La Feuillie au lieu-dit « Les Carrières Rouges » est modifié par les articles du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société SAS S.N.E.H. Matériaux est autorisée à extraire et transporter le matériau et à exploiter les installations de traitement primaire, secondaire et tertiaire de sa carrière à ciel ouvert de grès sur le territoire des communes de Muneville-le-Bingard et La Feuillie au lieu-dit « Les Carrières Rouges » de 22h à 6h pendant deux phases du 9 janvier au 31 mars 2023 puis du 1^{er} novembre au 31 décembre 2023, en dehors des dimanches et jours fériés.

La société SAS S.N.E.H. Matériaux devra réaliser un suivi écologique dès janvier 2023 afin d'évaluer l'impact potentiel de la production de nuit sur la faune présente sur le site. Un passage complémentaire devra également être effectué en octobre 2023 dans le cadre de ce suivi écologique.

Un rapport relatif à ce suivi intégrant un commentaire sur la mise en œuvre des mesures de préservation et le cas échéant des propositions ou des préconisations pour les rendre plus efficaces doit être transmis à l'inspection des installations classées. Un rapport devra être transmis avant le 15 février 2023 pour la première phase et avant le 15 novembre 2023 pour la deuxième phase.

Ces transmissions peuvent être dématérialisées sur demande de l'inspection des installations classées qui en définit alors le protocole.

ARTICLE 3 :

L'article 23 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2007 est complété par la phrase suivante :

Pendant deux phases du 9 janvier au 31 mars 2023 puis du 1^{er} novembre au 31 décembre 2023, l'extraction, le transport et le fonctionnement installations de traitement primaire, secondaire et tertiaire des matériaux est autorisé de 22h à 6h en dehors des dimanches et jours fériés.

ARTICLE 4 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Caen :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

ARTICLE 5 : DROIT DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

ARTICLE 6 : SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'Environnement ou celles prévues par le Code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

ARTICLE 7 : PUBLICITÉ

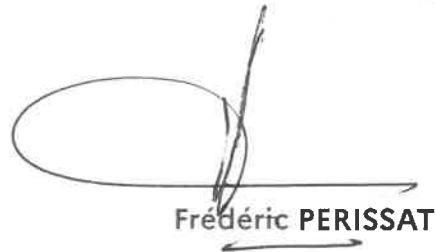
Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposé dans les mairies des communes de MUNEVILLE-LE-BINGARD et LA FEUILLIE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de MUNEVILLE-LE-BINGARD et LA FEUILLIE pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage des maires attestera l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie et l'Inspecteur de l'environnement chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SAS S.N.E.H. Matériaux.

Saint-Lô, le **24 JAN. 2023**



Frédéric PERISSAT